

**BEZANNES**

54 rue René CASSIN

51430 BEZANNES

Tél : +33607721302

Mél : thomas.dedours@bureauveritas.com

N° affaire : 24328709\_1-9G4AOUZ

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé**Opération :****Opération : 08/CHATEAU PORCIEN EHPAD VIGNE**

1 RUE DE LA MORTEAU

08360 CHATEAU PORCIEN

**Destinataire :**

EHPAD LES VIGNES

Sliman ZERAR

1 RUE DE LA MORTEAU

08360 CHATEAU PORCIEN

**Plan Général de Coordination****P.G.C.****Opération de catégorie : 2****Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
20/11/2024	Rev0		Thomas DEDOURS

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>7</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	13
3.2.5. Stationnements .....	13
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	13
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	14
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>14</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>16</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>16</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>17</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>21</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	21
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	22
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>23</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	23
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>23</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	23
4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	23
4.5.4. Protection contre le bruit .....	23
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	24
4.5.6. Travaux en hauteur .....	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	25
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>25</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	25
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	25
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>26</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>26</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>26</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>26</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	26
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	27
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	27
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>28</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>28</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>28</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>28</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>28</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>28</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>29</b>
<b>6.7. Cas particulier .....</b>	<b>29</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>30</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>30</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>30</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>30</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>30</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>32</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase PRO transmis par le MOE

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Le projet prévoit les travaux nécessaires aux reprises et aux adaptations des locaux existants de l'EHPAD Les Vignes de CHATEAU PORCIEN signalées dans le cadre d'un diagnostic global de l'établissement afin de permettre la continuité de ses services

### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : appel d'offres.  
Mode de passation des marchés : lots séparés  
Type de marchés : publics

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2025  
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 9  
Phasage des travaux:

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 6 lots :

GROS OEUVRE + DEMOLITIONS  
COUVERTURE + ETANCHEITE  
MENUISERIES EXTERIEURES  
ELECTRICITÉ  
PLOMBERIE – CVC  
PEINTURES – REPRISES

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) :

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	EHPAD LES VIGNES	1 RUE DE LA MORTEAU 08360 CHATEAU PORCIEN	szerar@chu-reims.fr	Sliman ZERAR
Maîtrise d'œuvre	TDA	29 rue Chanzy  51 100 REIMS	spalomo@tda-archi.com	Sylvaine PALOMO

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

Selon décisions du MO

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

##### Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

##### Présence de silice dans les existants

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Accès par l'entrée principale rue de la morteau

L'accès d'engins de gros gabarits devra être programmé à l'avance, l'entreprise devra :

- o Etablir un plan d'implantation
- o Prendre contact avec le service technique de l'EHPAD avant toute entrée sur le site.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Le lot GROS OEUVRE mettra en place une clôture de chantier réalisée en panneaux pleins de hauteur 2 mètres en limite de chantier aux différentes zones de chantier

Cette clôture sera réalisée à partir de poteaux et de bac acier fixé sur ces poteaux

Les poteaux seront stabilisés en pieds par des plots posés au sol

L'entreprise pourra proposer un autre système mais celui ci devra être solide et assurer l'opacité continue de la clôture

Un portail sera créé dans cette clôture avec le même remplissage

##### Localisation :

Clôture de chantier pleine à mettre en place en périphérie de la zone dédiée au cantonnement de chantier

Clôtures pleines à mettre en place pour isoler les zones en travaux des zones accessibles au personnel et aux résidents de l'établissement

Clôtures pour créer des zones de stockage tampon à proximité des zones de travail

Les clôtures évolueront à l'avancement des travaux

Clôtures selon plan d'installation de chantier et précisions du PGC

Modification des clôtures selon l'avancement du chantier et le phasage

##### Portail :

Installation d'une porte sécurisée dans la clôture de chantier

##### 3.2.2. Accès

Accès aux différentes zones de chantier via les portes sécurisées installées

### 3.2.3. Circulations

Respecter les règles du code de la route applicables à l'intérieur de l'établissement

Une circulation piétonne, indépendante du cheminement véhicule, sera mis en place

### 3.2.4. Signalisation

L'entreprise devra mettre en place les marquages au sols et les différentes signalisations nécessaires pour la circulation des véhicules de chantier, des véhicules du public utilisant le parking existant, les piétons chantier et public présents sur le site

Cette signalisation provisoire sera à établir selon les plans de principes d'accès chantier établis par la maîtrise d'oeuvre en accord avec la maîtrise d'ouvrages et joints au dossier de consultation

L'entreprise devra en fin de chantier procéder à la dépose des équipements de signalisation provisoires et procédera à l'effacement des marquages au sol

Les marquages au sol seront réalisés par des peintures pour voirie de teinte jaune à fort pouvoir réfléchissant

Les marquages seront de dimensions conformes au code de la route

Ces marquages devront être maintenus en état pour toute la durée du chantier et devront donc être retracés autant de fois que nécessaire

En fin de chantier, les marquages seront intégralement effacés et les sols remis en état

Les panneaux de signalisation provisoires seront des panneaux conformes au code de la route

Ils seront en tôles laquées avec poteaux en acier galvanisé

Les panneaux seront stabilisés par des contre poids au sol et seront dimensionnés pour être stables en toutes circonstances

Aucun ancrage au sol ne devra être effectué

En fin de chantier, ces panneaux seront démontés

### 3.2.5. Stationnements

Respecter les zones de stationnement et les zones de parking

Respecter le plan de circulation interne, ne pas entraver la circulation piétonnière.

Ne gêner en aucune manière les évolutions et les zones de chargement des camions de livraison.

### 3.2.6. Stockage

Les entreprises limiteront au maximum le stockage sur place.

Le stockage des gravats et des matériels déposés sera toléré dans l'emprise des travaux. L'enlèvement des déchets devra être fait quotidiennement.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

L'alimentation en eau et électricité sur le chantier sera repris sur les installations existantes du site.

Les coffrets de chantier des différentes zones de chantier seront fermés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Le lot GROS OEUVRE devra l'installation de la base vie dans la zone prévue à cet effet et comprendra 1 refectoire, 1 vestiaire et des sanitaires.

Le nettoyage et l'enlèvement des déchets ménagers sera à réaliser au quotidien par les entreprises concernées.

Les locaux seront communs à l'ensemble des intervenants (titulaires et sous-traitants).

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Les locaux où interviennent les entreprises devront être nettoyés et remis à disposition immédiatement après leurs interventions.

L'enlèvement des déchets devra être fait quotidiennement.

Les équipements récupérables seront remis au service technique de l'établissement. Les déchets seront évacués à la décharge.

Tous gravats ou déchets générateurs de poussière seront collectés en sacs étanches et mis dans des conteneur sur le lieu de production avant évacuation.

Les conteneurs seront nettoyés avant la sortie du chantier compris roues ainsi que la tenue du personnel.

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Sans objet

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

L'entreprise du lot principal soumettra avant son intervention un plan d'installation de chantier au Maître d'Ouvrage, Maître d'oeuvre et coordonnateur SPS.

Sur ce plan figureront à minima les emplacements suivants :

- \* Emplacement des zones de stockage.
- \* La signalisation intérieure et extérieure.
- \* L'emplacement de la fermeture du chantier et des accès au chantier.
- \* Les locaux communs.
- \* L'emplacement des bennes à déchets.
- \* Les zones de circulations et parking des véhicules.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	Jusqu'à la fin effective du chantier
Accès	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	Jusqu'à la fin effective du chantier
Circulations	Existantes		Jusqu'à la fin effective du chantier
Signalisation	GROS OEUVRE - VRD	GROS OEUVRE - VRD	Jusqu'à la fin effective du chantier
Stationnement	Existants		Jusqu'à la fin effective du chantier
Stockage	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Jusqu'à la fin effective du chantier
Réseaux provisoires de chantier	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS		Jusqu'à la fin effective du chantier
Coffret électrique général	Existant		Jusqu'à la fin effective du chantier

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Jusqu'à la fin effective du chantier
Cantonnement	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	Jusqu'à la fin effective du chantier
Infirmierie de chantier	Sans objet		
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Jusqu'à la fin effective du chantier
PIC	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	GROS-OEUVRE - DEMOLITIONS	Jusqu'à la fin effective du chantier
Protections collectives	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Jusqu'à la fin effective du chantier
Accès hauteur communs	Sans objet		
Déchets - Gravats	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Jusqu'à la fin effective du chantier

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 Coactivité de chantier		Coactivité de Chantier	Travaux à point chaud Travail en hauteur Réseaux Multi danger Eclairage Déplacement de plain-pied Voisinage Contact électrique direct ou indirect Engins et matériels Manutention manuelle Travail isolé Produit inflammable Produits dangereux Bruit, vibrations Produits dangereux Rupture, effondrement Collision, heurt Déplacement de plain-pied Réseaux Multi danger	



## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - Coactivité de chantier

#### Coactivité de Chantier

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travaux à point chaud	1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail. 2/ Personne formée au maniement des extincteurs. 3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. 4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail. 5/ Inspection des lieux après travaux.	Respect du balisage mis en œuvre. Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.
Travail en hauteur	Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004. Utilisation des moyens en protection collective en priorité (échafaudage, nacelle, PIR,...) Identifier les points d'ancrage nécessaires pour des opérations ponctuelles. Respect des balisages et signalétiques mis en place. Port des EPI adaptés aux travaux. Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours. Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions du décret du 8 Janvier 1965 modifié le 6 Mai 1995. Les escabeaux, échelles et marche pied ne sont pas admis comme poste de travail. L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée.	Respect des balisages mis en œuvre.
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.	Respect des procédures de consignation / déconsignation. Respect de la signalétique.
Multi danger	Utilisation de produits chimiques: Fournir les fiches de données de sécurité au coordonnateur SPS et les respecter : - Ventilation des locaux pour la protection collective	
Eclairage	S'assurer avant tout début des opérations de cloisonnement que l'éclairage suffisant soit en place sur le site.	Lot en charge de l'éclairage de chantier : adapter l'éclairage des circulations à l'avancement du cloisonnement
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à	Respecter le cadencements des livraisons. Interdiction de prendre appui sur

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>l'avancement.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier.</p> <p>Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.</p> <p>Transmettre vos besoins en stockage.</p>	<p>les stockages pour l'élévation des personnes.</p>
Voisinage	<p>Le chantier est située dans un établissement en activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Le chantier doit être clos et indépendant.</li> <li>-Respecter les horaires d'ouverture au public</li> <li>-Alimentation des matériaux et du matériels en dehors des zones en exploitation</li> <li>-Aucun stockage au niveau des issues des secours</li> </ul> <p>Maintien d'une signalisation adaptée aux abords du chantier. Le chantier doit rester clos et indépendant conformément au PIC.</p>	<p>Respecter les recommandations et consignes</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Aucun travail sous réseau sous tension</p> <p>Personnel formé aux travaux électrique = Habilitation électrique en cours de validité</p> <p>Matérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes = Balisage des zones et affichage du risque</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres.</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs : utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 (TBTS).</p>	<p>Respect des balisages.</p> <p>Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.</p>
Engins et matériels	<p>Fiche d'adéquation de l'engin de levage vis-à-vis de l'environnement et des sols.</p> <p>Stabilisation des engins et mise en place des mesures d'adéquation</p> <p>Levages conformes à l'utilisation de l'engin et à la notice d'utilisation</p> <p>Mise en place de "chargés de circulation" équipés d'un gilet réfléchissante pour gérer le trafic.</p> <p>Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier.</p> <p>Vérifier l'élingage. Toutes élingues détériorées devront être jetées et non utilisées. Formation des personnels</p> <p>Guidage des manoeuvres au sol Certificat de vérification à jour, formation et autorisation de conduite à posséder sur site</p>	<p>Respect impératif des zones neutralisées.</p> <p>Vigilance lors des levages.</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels.</p> <p>Respect des consignes du chef de manoeuvre.</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Précautions à prendre en cas de conditions atmosphériques ou climatiques défavorables.            Par grand vent, le travail ne peut continuer que si toutes les précautions sont prises pour assurer la sécurité du personnel.            Recommandation : suspendre le travail pour des vents &gt; à 65 km/h            Respect des balisages et signalétiques mis en place.            Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.            Mise en place de limiteurs de courses pour interdire les levages au-dessus des zones hors chantier            Interdire toutes dégradations des réseaux enterrés par l'ensemble des engins de chantier (protection des réseaux, respect des distances de sécurité...)            A l'intérieur du bâtiment, utilisation de matériel et engin à énergie électrique, proscrire l'emploi de machine à énergie thermique,.</p>	
Manutention manuelle	<p>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.            Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux.            Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.</p>	
Travail isolé	<p>Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.</p>	
Produit inflammable	<p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.            Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant .            Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'oeuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches.</p>	Interdire tous travaux par point chaud, lors de l'utilisation de produits inflammable.
Produits dangereux	<p>Poussières (Bois, ciment, silice, plâtre...) :            Lors des opérations entraînant l'émission de poussières, il est nécessaire d'utiliser des machines disposant d'équipement aux normes en vigueur et de système de captation à la source.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Bruit, vibrations	Voir environnement et établissement voisin Incidence sur le fonctionnement de ces sites. Rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration. Intégrer dans le planning les phases présentant ces risques hors présence des autres corps d'état et du public.	
Produits dangereux	En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées. Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. Présence obligatoire des Fiches de Données de Sécurité sur le chantier.	
Rupture, effondrement	Démolition / Dépose : travaux sans co-activité Installation de protections rigides toute hauteur par le lot concerné. Neutralisation totale de la zone de travaux Neutralisation et consignation, de tous les réseaux avant travaux. Mode opératoire à remettre avant intervention, avec validation de la maîtrise d oeuvre. Avant toute intervention sur l'existant, veillez à s'assurer de la stabilité de l'ouvrage existant et environnant : validation des travaux par la maîtrise d'oeuvre. Étaisements à prévoir le cas échéant, et protections à mettre en place, validés par la maîtrise d'oeuvre	Respect des balisages mis en oeuvre.
Collision, heurt	Guidage des manoeuvres des engins par un "Homme trafic", balisage des zones d'évolution.	Respect des zones balisées et des consignes de « l'Homme trafic »
Déplacement de plain-pied	Chantier propre et bien rangé (nettoyage à l'avancement des travaux), balisage des regards, fouilles et tranchées ouvertes. Identification visuel des zones de circulation. Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning, et afin d'éviter l'encombrement des zones. Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones. Transmettre vos besoins en stockage.	Respect des zones balisées, chantier rangé et propre.
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier.	Respect des zones repérées et des balisages.
Multi danger	L'entreprise doit faire une demande d'agrément auprès du Maître d'ouvrage pour	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>tout sous traitant qu'elle compte employer sur le chantier.</p> <p>L'entreprise doit transmettre un exemplaire du P.G.C. à ses sous traitants au moment de leur consultation.</p> <p>L'entreprise doit transmettre un exemplaire de son propre P.P.S.P.S. à ses sous traitants.</p> <p>Les sous traitants doivent participer à l'inspection commune du chantier au minimum 15 jours avant leur intervention et avant de nous transmettre leur P.P.S.P.S.</p> <p>A défaut, toute entreprise n'ayant pas participé à cette visite d'inspection commune et établie son PPSPS avant intervention se verra interdire d'accès du chantier.</p> <p>Préciser les modalités d'accueils des livreurs,</p> <p>Préciser risques propres, exportés / importés,</p> <p>Intégrer les règles et recommandations propres au site, Préciser dans le PPSPS les modalités de manutention / stockage du matériel retenu,</p> <p>Prendre en compte l'ensemble des activités (Phases, risques et moyens d'évitement),</p> <p>Prévoir une analyse de risques pour chaque activité, en vue de mettre en oeuvre les mesures de prévention,</p> <p>Découper en phases chronologiques, préciser pour chaque phases quels sont les risques, moyens d'évitement.</p> <p>Prévoir additif en cas de travaux non prévus initialement, modification de l'environnement ou du poste de travail,</p> <p>Les risques induits par un prestataire ou location d'engins avec chauffeur, et les mesures de prévention associées, doivent être repris dans le PPSPS de l'entreprise demandeuse. Sinon un avenant au PPSPS est à établir, préalablement à la prestation, avec harmonisation par le CSPS.</p>	

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Avant tous travaux dans la zone à confiner, tous les réseaux qui peuvent présenter un risque pour les salariés pendant les travaux ou pour l'intégrité du confinement ou qui peuvent être à l'origine d'une pollution par des fibres d'amiante sont consignés : électricité, gaz sous pression, ventilation, climatisation, chauffage, eau, réseau d'incendie, circuit de désenfumage, etc. par les lots ELECTRICITE et PLOMBERIE en concertation avec le CHU, avec attestation de consignation.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de défaillance d'une entreprise dans le respect de ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité mentionnées dans le présent PGC, celui-ci prévoit la possibilité au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise extérieure pour remplir ces obligations, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante. est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de défaillance d'une entreprise dans le respect de ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité mentionnées dans le présent PGC, celui-ci prévoit la possibilité au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise extérieure pour remplir ces obligations, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante. qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances

telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

#### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

##### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

##### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

#### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

##### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

##### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

##### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

##### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Pour tout travail par point chaud les entreprises devront demander un permis feu au service de sécurité de l'établissement 48h avant l'intervention. Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.



#### **4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins**

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

### **4.6. Moyens communs**

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

**Compte tenu de la nature de cette opération, cette recommandation ne peut pas s'appliquer.  
Par décision du Maître d'Ouvrage cette opération ne sera pas concernée.**

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

L'enlèvement des déchets devra être fait quotidiennement par chaque entreprise.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation quotidienne des déchets.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet
- Demandes d'arrêtés - Sans objet
- Autorisations concessionnaires - Sans objet

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Sans objet

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

L'entreprise interviendra en milieu occupé

L'exploitation des lieux sera maintenue durant toute la durée des travaux, l'entreprise devra donc prendre toute les dispositions permettant d'assurer la sécurité des occupants pendant les travaux.

L'entreprise devra mettre en place les différentes cloisons et équipements de confinement complémentaires selon les besoins rencontrés afin de limiter la gêne des occupants et des utilisateurs, l'entreprise devra utiliser du matériel insonorisé (compresseur, etc...)

L'accès aux services en activité devra être maintenu en service de façon permanente, l'entreprise devra donc adapter son mode opératoire afin de permettre cet accès permanent

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet à ce jour

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Sans objet

#### 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les

mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale.

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Pour tout travail par point chaud ou pouvant entraîner des poussières, les entreprises devront demander un permis feu au service de sécurité 48h avant l'intervention.

## **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation, celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## **6.7. Cas particulier**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

En cas d'accident sur le chantier, il faut contacter le 15.

En cas d'incendie, il faut contacter le 18.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Travail au sein d'un EHPAD avec du personnel infirmier pour intervention rapide des premiers secours si besoin

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Point de rencontre à la porte d'accès principal

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : 08/CHATEAU PORCIEN EHPAD VIGNE**

Adresse : 1 RUE DE LA MORTEAU 08360 CHATEAU PORCIEN

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Point de rencontre à la porte d'accès principal

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- DHOL 1
- Annexe\_Presence\_Plomb
- Annexe\_METAH